

INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET	
12. Montants concernés	Ligne budgétaire: (ligne et poste budgétaire): BGUE-B2022-14.020121-C1-INTPA Coût total estimé : 5 460 000 EUR Montant total de la contribution du budget de l'UE : 5 000 000 EUR Cette action est cofinancée en parallèle par: l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI) pour un montant de 460 000 EUR.
GESTION ET EXÉCUTION	
13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)	Modalité du projet : Gestion directe par subventions et passation de marchés Gestion indirecte avec l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI)

1.2 Résumé de l'Action

Le secteur énergétique (hors pétrole) en République du Congo (Congo) est caractérisé par **un cadre institutionnel et réglementaire encore en phase de définition et non totalement opérationnel pour les énergies renouvelables et l'électrification rurale**, et **restant à développer en ce qui concerne la biomasse-énergie**. Les capacités techniques, financières et humaines des acteurs institutionnels concernés semblent insuffisantes. En outre, la faible présence d'opérateurs privés de mini-réseaux électriques ou de kits photovoltaïques confirme le constat d'un **secteur privé peu dynamique**.

En conséquence, le **taux d'électrification est faible** (12% seulement en zone rurale principalement dans la partie Sud du pays, le Nord n'étant pas encore desservi par le réseau interconnecté) et le bois énergie, une source d'énergie non durable et liée à la déforestation, reste prédominant dans la consommation d'énergies primaires (estimée à 84% en 2014).

L'objectif général de l'Action est de contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre en République du Congo. **Les objectifs spécifiques** sont i) l'amélioration du positionnement des acteurs publics et privés (associations, organisations non gouvernementales, institutions internationales, secteur privé) sur le marché des énergies renouvelables et du bois-énergie, et ii) l'amélioration de l'accès aux énergies renouvelables et aux pratiques énergétiques durables dans les milieux ruraux ciblés par l'UE, visant une réduction progressive de l'utilisation du bois-énergie et de la déforestation.

En termes **d'activités**, il s'agira de **renforcer les capacités institutionnelles des institutions nationales** (ARSEL¹, ANER², DGE³, FDSSEL⁴, MEF⁵, CEO⁶) via une la mise en place d'une Assistance Technique (AT) résidente en charge du support des institutions, incluant diverses études sur les cadres légaux et réglementaires, les documents politiques et stratégiques, et des études de préparation techniques. Les experts de l'AT pourront être hébergés dans une ou plusieurs institutions bénéficiaires à confirmer.

En outre, sous la supervision de l'AT, les **activités d'études et d'accompagnement relatives à une utilisation plus efficace du bois énergie** seront attribués en fonction des résultats des appels à propositions à lancer. Elles comprendront (i) un soutien aux actions de pérennisation de la gestion durable et réduction de l'utilisation de la ressource bois énergie par le biais des comités de gestion des bassins d'approvisionnement en bois du programme d'utilisation durable des terres PUDT⁷ auquel l'UE contribue; (ii) des études de filières relatives aux chaînes de valeur du bois énergie à vocation artisanale permettant d'élargir les travaux du prochain programme PUDT en associant le Centre d'Excellence d'Oyo qui pourrait apporter un appui à ces activités d'études ; (iii) des études de marché et filières potentielles des techniques améliorées de carbonisation et production de briquettes. Associée aux autres actions auxquelles l'UE participe en faveur de la protection des forêts et de la biodiversité en Afrique centrale en général, et au Congo en particulier, cette action énergétique contribuera à réduire la pression de déforestation et les émissions de gaz à effet de serre dans la région.

¹ Agence de Régulation du Secteur de l'Électricité

² Agence Nationale de l'Électrification Rurale

³ Direction Générale de l'Énergie sous la tutelle du ministère de l'Énergie et de l'Hydraulique (MEH)

⁴ Fonds de Développement du Secteur de l'Électricité

⁵ Ministère de l'Économie Forestière

⁶ CEO: Centre d'Excellence d'Oyo, créé par la République du Congo avec l'appui financier de la société italienne ENI pour renforcer les capacités nationales et régionales dans le domaine des énergies renouvelables et l'efficacité énergétique

⁷ PUDT: Programme d'Utilisation Durable des Terres du fonds de l'Initiative pour la Forêt d'Afrique Centrale (CAFI - Central African Forest Initiative).